

Numéro 48 - 27 juillet 2020

**Aux États-Unis, la sécurité est dans la défense
des droits de tous et de toutes**

À Portland, le peuple lutte contre le déploiement des forces fédérales pour réprimer les manifestations



Portland, Oregon, le Mur des mamans au premier rang d'une manifestation le 22 juillet 2020

- **Les tentatives d'imposer le contrôle fédéral pour résoudre le conflit d'autorités**
- Kathleen Chandler -
- **Ce que Trump essaie d'accomplir en envoyant les forces de police fédérales à Chicago déjà armées jusqu'aux dents**
- Voice of Revolution -

À titre d'information

- **Des maires demandent le retrait des forces fédérales**
- **La procureure générale de l'Oregon intente un procès pour empêcher les attaques contre les manifestants par les forces fédérales**
- **Des organisateurs de Chicago intentent un procès**

Aux États-Unis, la sécurité est dans la défense des droits de tous et de toutes

À Portland, le peuple lutte contre le déploiement des forces fédérales pour réprimer les manifestations



Les manifestations à Portland, Oregon, se poursuivent et prennent de l'ampleur, car beaucoup de gens se joignent aux manifestations contre l'utilisation et la violence des forces fédérales et l'absence totale de responsabilité pour leurs actions. Les forces fédérales ont été envoyées à Portland le 29 juin et ont continué à intervenir, utilisant des gaz lacrymogènes sans avertissement ni discernement. Elles ont matraqué deux médecins de rue, un vétérinaire et d'autres personnes et utilisé des balles en caoutchouc létales et du poivre de cayenne contre les journalistes. Au moins un manifestant a été atteint au visage par une balle en caoutchouc et a dû être hospitalisé pour une fracture du crâne. Les gaz lacrymogènes sont utilisés tous les soirs, couvrant littéralement le centre-ville d'un nuage de gaz, malgré une ordonnance de la cour fédérale – obtenue par les manifestants en juin – interdisant l'utilisation des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc.

En date du 25 juillet, cela fait 58 jours que les manifestants de Portland poursuivent leurs actions, dont plusieurs où ils étaient plus de 10 000, en mai, pour se joindre aux millions de personnes qui ont manifesté partout aux États-Unis, pour exiger justice pour la mort raciste de George Floyd aux mains de la police. De nouveau, des milliers de personnes exigent encore chaque jour que les forces fédérales se retirent de Portland et que les droits de tous et de toutes soient protégés.

Le 17 juillet, des vidéos virales ont montré les forces fédérales circulant dans des fourgons banalisés enlever des manifestants dans les rues, matraquer des manifestants pacifiques et tirer encore une fois sans avertissement des gaz lacrymogènes.

Le 18 juillet, des dizaines de mères sont sorties et, coude à coude, se sont interposées entre les forces fédérales lourdement armées et les jeunes et les manifestants. Elles aussi ont été la cible de tirs de gaz lacrymogène et attaquées et, le lendemain, elles sont revenues plus nombreuses. Une maman,



exprimant l'opinion de beaucoup, a déclaré : « Nous sommes devant les lignes pour leur dire : 'Agents fédéraux, rentrez chez vous, les mamans sont là'. Nous, les mamans, nous disons : « Vous ne ferez pas de mal à nos enfants'. » Ce rassemblement de mamans s'appelle maintenant le « Mur des mamans » et des sections de mamans sont en train d'être créées dans plusieurs des villes du pays pour contribuer à renforcer la résistance organisée. Les mamans appellent également les forces fédérales à refuser d'obéir à des ordres illégaux en scandant « Ne tirez pas sur votre maman ».

Un large groupe de pères, connu sous le nom de Leaf Blowers Against Tear Gas (Les souffleurs de feuilles contre les gaz lacrymogènes) les a rejointes. Les pères utilisent des souffleurs de feuilles pour disperser les gaz lacrymogènes et les souffler vers les forces fédérales. Comme l'a dit l'un d'entre eux, « Tout le monde sait qu'un souffleur de feuilles est l'outil que les papas utilisent pour nettoyer les dégâts ».

Plus la police se fait juge, jury et bourreau, plus elle s'engage dans des actions qui frôlent les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Elle entrave également la liberté de la presse. Elle met en colère des gens qui n'ont jamais jusqu'ici participé aux manifestations..

Les forces fédérales déployées par le département de la Sécurité intérieure (DHS) comprennent une unité d'élite spéciale de l'Agence des douanes et de la protection des frontières (BORTAC), une unité tactique de patrouille frontalière, couramment utilisée pour des missions très dangereuses et violentes, notamment en Irak et en Afghanistan. La BORTAC comprend des tireurs d'élite et est équipée de grenades assourdissantes qui étourdissent tous ceux et celles qui sont à leur portée et elles peuvent provoquer la surdité, de graves brûlures et sectionner des membres. Les deux ont été utilisés à Portland.

Le service de contrôle de l'immigration et des douanes (ICE) est également présent, ainsi que le Service fédéral de protection qui est responsable de la protection des édifices fédéraux. Les agents du Service des Marshals des États-Unis sont également impliqués ainsi que plusieurs autres corps policiers. Tous sont généralement vêtus de la même tenue militaire, lourdement armés et agissent sans insigne ni veste d'identification et sans porte-nom.

Des unités d'intervention rapide et d'arrestation sont également déployées. Ces tactiques policières pratiquées par la Sécurité intérieure des États-Unis ont été utilisées lors du G-20 à Toronto. Elles consistent en un double processus de collecte de renseignements et d'extraction de cibles.

« À Portland, Oregon, depuis plusieurs jours, des agents fédéraux en tenue de combat patrouillent les rues alors que se déroulent des manifestations contre la brutalité policière. Ces forces, qui travaillent pour le département de la Sécurité intérieure, ont enlevé des gens dans les rues de la ville, refusé de s'identifier et détenu des personnes sans qu'aucune accusation ne soit retenue contre elles. Elles sont apparemment présentes pour protéger les édifices fédéraux des manifestants. En pratique, elles semblent agir sur un mandat beaucoup plus large qui est soit de réprimer les manifestations, soit (à des fins plus cyniques) de provoquer des confrontations au nom d'une Maison-Blanche en perte de vitesse qui espère qu'elles lui feront gagner des votes », écrit David A. Graham dans The Atlantic.

Le DHS a créé des unités de déploiement rapide de « protection des communautés américaines » après la proclamation du décret présidentiel de Donald Trump du 26 juin. Ce décret fait de la dégradation ou du déboulonnage des statues fédérales un crime, alors que ces actions sont en ce moment un des principaux moyens de protestation contre le racisme gouvernemental et la glorification des généraux confédérés et des propriétaires d'esclaves. Les responsables du DHS ont déclaré qu'ils s'attendent à une escalade des « troubles » dans tout le pays au moins jusqu'à l'élection de novembre.

Alors que la protection des édifices fédéraux, comme les palais de justice, sert de justification à

cette intervention, il est clair que l'objectif est d'accroître la répression de la résistance et de semer la terreur dans les villes, tout en imposant un contrôle fédéral de la police sur les autorités des États et des villes. Sous bien des aspects, Portland est un exercice réel de Donald Trump pour tester la capacité des forces du DHS à exécuter des ordres injustes et illégaux, la réaction des responsables des États et des autorités locales, et la résistance des manifestants.

À Portland et partout aux États-Unis, les forces qui luttent pour un changement qui met fin au racisme, aux morts aux mains de la police, à la brutalité et à l'impunité, pour la justice, l'égalité et la sécurité, ont répondu haut et fort qu'elles étaient déterminées et nullement intimidées par les tentatives des forces locales et fédérales de réprimer leur mouvement de protestation.

(Photos : Beezle Boss, pdx law grrrl, C.S. Ross, G. Davis)



Les tentatives d'imposer le contrôle fédéral pour résoudre le conflit d'autorités

- Kathleen Chandler -



Oregon, 19 juillet 2020

L'un des principaux devoirs du président des États-Unis est de préserver l'union et le pouvoir de l'élite dirigeante. Un des principaux problèmes qu'il rencontre actuellement est d'unifier la bureaucratie militaire et d'établir le contrôle présidentiel sur les nombreux services de police, fédéraux, des États et des villes. Sans cela, en raison des conflits entre et dans les rangs des autorités fédérales, des États et des villes, l'union pourrait éclater ou une autre guerre civile violente pourrait éclater, ce que la classe dirigeante dans son ensemble cherche désespérément à éviter. L'utilisation actuelle des forces fédérales dans les grandes villes fait partie de cet effort pour imposer un plus grand contrôle présidentiel. Cela est fait au nom du maintien de l'ordre public et de la démocratie contre la « loi de la foule » et la « violence populaire ».

Donald Trump a déjà menacé de recourir à l'armée dans les villes où les manifestations se poursuivent, ce à quoi s'opposent même son propre secrétaire à la Défense, Mark Esper, et de nombreuses autres forces militaires. Aujourd'hui, pour imposer un contrôle fédéral, il tente d'utiliser les forces paramilitaires du département de la sécurité intérieure (DHS) comme le Service de contrôle de l'immigration et des douanes (ICE) et une unité d'élite spéciale de l'Agence des douanes et de la protection des frontières (BORTAC) ainsi que celles du département de la Justice, du FBI, de la Drug Enforcement Administration et du Bureau des alcools, tabacs, armes à feu et explosifs.

La police municipale de Portland, comme celle des autres villes, n'a pas demandé d'aide et n'est pas consultée. Comme l'ont également indiqué les autorités de la ville, elle n'a pas le pouvoir d'empêcher le déploiement des forces fédérales ou de leur donner des ordres. Donald Trump a dit qu'il allait envoyer des forces fédérales à Albuquerque, Milwaukee, Chicago, Detroit, New York, Philadelphie, Baltimore et Oakland.

Le maire de Portland, Ted Wheeler, s'est opposé à l'intervention des forces fédérales. S'y opposent également la gouverneure de l'Oregon, Kate Brown, les deux sénateurs et les deux représentants de l'Oregon. Le 20 juillet, Ted Wheeler et les maires de Chicago, Seattle, Atlanta, Washington et Kansas City ont envoyé une lettre au secrétaire à la Sécurité intérieure, Chad Wolf, et au procureur général des États-Unis, William Barr, dans laquelle ils expriment leur opposition au déploiement des forces fédérales : « Nous vous écrivons pour exprimer notre profonde inquiétude et notre objection au déploiement de forces fédérales dans nos villes, car ces forces mènent des activités de maintien de l'ordre sans autorisation ni coordination avec les responsables locaux de l'application de la loi. [...] Le déploiement unilatéral de ces forces de type paramilitaire dans nos villes est totalement incompatible avec notre système démocratique et nos valeurs les plus fondamentales. »



Portland, Oregon

Depuis, d'autres maires ont signé cette lettre, notamment ceux de Los Angeles, San Jose, Oakland, Tucson, Denver et Philadelphie. De plus, le procureur de Philadelphie, Larry Krasner, a déclaré que les forces fédérales qui arrêtent les manifestants à Philadelphie seront arrêtées : « Toute personne, y compris les agents des forces de l'ordre fédérales, qui agresse et kidnappe illégalement des gens fera face à des accusations criminelles de mon bureau. » Faisant référence à la lutte contre le fascisme pendant la Deuxième Guerre mondiale, Larry Krasner a indiqué que son bureau « n'excusera pas les actes criminels commis par les forces de l'ordre qui affaiblissent les libertés démocratiques pour lesquelles tant d'Américains ont combattu et sont morts ».

Philadelphie est l'une des villes où Donald Trump prévoit déployer les forces fédérales, les autres étant Albuquerque, Chicago, Detroit, Milwaukee, Baltimore, New York et Oakland.

Le sénateur de l'Oregon, Jeff Merkley, a déclaré : « Les forces fédérales ont tiré sur un manifestant non armé et l'ont blessé au visage. Ces forces de l'ombre ont provoqué une escalade de la violence, au lieu de l'empêcher ». À la suite de ce tir du 11 juillet, le sénateur Ron Wyden a déclaré : « Trump et sa sécurité intérieure doivent maintenant expliquer pourquoi les agents fédéraux agissent comme une armée d'occupation ». Comme le maire de Portland, Ted Wheeler, et la gouverneure de l'Oregon, Kate Brown, ils ont exigé que les forces fédérales quittent Portland parce que cela constitue « un abus de pouvoir flagrant du gouvernement fédéral ».

Cependant, il faut souligner que ces mêmes personnes n'ont pas condamné la violence et l'utilisation de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc contre les manifestants par la police municipale –

qui était à un tel niveau qu'un juge fédéral a interdit leur utilisation. Leur préoccupation, comme celle des maires et des gouverneurs ailleurs au pays, ne porte pas sur les droits du peuple et ses revendications d'égalité et de changement, mais plutôt sur qui exerce le monopole du recours à la force. Le président agit de manière à avoir le monopole du recours à la force dicté par le bureau du président, avec ou sans le consentement des autorités locales et des États.

L'« exercice réel » en cours permet également d'établir des relations directes entre les services de police fédéraux et les services de police municipaux en contournant les élus, comme le fait à l'étranger le Pentagone avec les forces militaires des autres pays. À Portland, c'est le diktat qui est utilisé plutôt que les négociations avec les autorités politiques et policières locales. À Chicago, une approche différente a été adoptée : celle de la négociation avec le maire et les forces de police de la ville. Cela s'explique sans doute en partie par le fait que les responsables de la police ont spécifiquement demandé à Donald Trump d'intervenir. De plus, Chicago est une ville beaucoup plus grande avec des effectifs policiers imposants. Les manifestations sont également beaucoup plus importantes, tout comme la population.

La résistance montre la voie à suivre pour l'affirmation du peuple



Le secrétaire à la Sécurité intérieure, Chad Wolf, a clairement indiqué que les forces fédérales allaient intensifier leurs actions illégales et la répression de la résistance. Pour justifier une intervention fédérale plus forte, il ne cesse de traiter les manifestations de « meute violente » et les manifestants de « criminels violents » et d'« anarchistes subversifs ». Le 16 juillet, il a déclaré : « La ville de Portland est assiégée depuis 47 jours consécutifs par une foule violente alors que les dirigeants politiques locaux refusent de rétablir l'ordre pour protéger leur ville. [...] Un palais de justice fédéral est un symbole de justice – l'attaquer, c'est attaquer l'Amérique. »

Wolf fait ainsi écho aux tentatives de Donald Trump d'usurper le droit de déclarer qui est et qui n'est pas un « Américain ». Les récents discours de Trump, le décret présidentiel faisant de la dégradation des statues un crime, qui a renforcé l'utilisation des forces fédérales dans les villes, sont tous des tentatives de criminaliser les personnes qui défendent les droits, et des justifications pour des mesures fédérales plus larges et plus violentes.

Face à la recrudescence de la résistance à Portland, Donald Trump a déclaré le 20 juillet : « Nous allons avoir plus d'application de la loi fédérale, je peux vous le dire... À Portland, ils ont fait un travail fantastique... Ils les attrapent, beaucoup de gens sont en prison. Ce sont des leaders. Ces gens sont des anarchistes, ce ne sont pas des manifestants. Les gens disent 'manifestants'. Ces gens sont des anarchistes. Ce sont des gens qui détestent notre pays. »

Le 21 juillet, dans une entrevue à Fox News, Chad Wolf a déclaré : « Parce que nous n'avons pas ce soutien des forces de l'ordre locales, nous devons sortir et arrêter des individus de manière proactive, et nous devons le faire parce que nous devons les tenir responsables ». D'après l'expérience actuelle, cela signifie que, sans motif probable et en agissant contre des personnes qui n'ont commis aucun crime, toute personne considérée comme « attaquant l'Amérique » sera arrêtée et détenue. Également, les forces fédérales détiennent, fouillent et interrogent des personnes, puis les libèrent sans trace de leur détention, ce qui rend toute responsabilisation d'autant plus difficile que les agents fédéraux prétendent que la détention n'a jamais eu lieu.

Donald Trump, Chad Wolf et Mark Morgan, le commissaire aux douanes et à la protection des frontières, tentent de criminaliser la résistance en imposant leur seule autorité sur la manière et le moment d'utiliser la force. Des millions de manifestants ne font clairement pas partie de « leur Amérique ». Ceux qui sont aux côtés des manifestants et qui soutiennent leurs revendications, la grande majorité des gens, ne le sont pas non plus. Tous doivent être soumis à la violence et aux attaques préventives.

Les affirmations des différents responsables politiques locaux et des États selon lesquelles les actions de Donald Trump sont inconstitutionnelles ou « incompatibles avec notre système démocratique » sèment la confusion, car la Constitution dont ils parlent n'est plus capable d'exercer l'autorité dans le pays. En raison de la restructuration inhérente de l'État dont les fonctions ont été usurpées par des intérêts privés étroits à cause de l'offensive néolibérale antisociale de l'État, le pouvoir de décision a été largement concentré dans la présidence. Le Congrès est dysfonctionnel et les tribunaux consolident le pouvoir de l'exécutif, même si certains jugements défendent le partage des pouvoirs entre les autorités fédérales et celles des États comme cela est inscrit dans la Constitution et la Déclaration des droits. La Constitution ne met fin ni aux pouvoirs de police du président ni à l'utilisation des forces fédérales contre le peuple.

En réalité, l'idée que l'on peut s'appuyer sur la Constitution n'atténue pas les conflits de plus en plus profonds entre les autorités fédérales, les autorités des États et les autorités locales, comme le montre l'exemple de Portland. À l'approche de l'élection présidentielle, les conditions de guerre civile ouverte entre les factions qui se disputent le pouvoir sont toujours présentes. Donald Trump tente de prendre le dessus en mettant en place des forces du DHS et du département de la Justice qui lui sont loyales au cas où l'armée ferait scission ou que d'autres services de police refuseraient ses ordres.



La résistance courageuse de Portland et des autres villes, en rejetant la violence de tous les services de police, la militarisation généralisée de la vie et en s'en tenant au principe selon lequel le changement doit être en faveur du peuple, montre la voie à suivre. Ceux qui gouvernent

actuellement à tous les niveaux sont considérés comme inaptes à gouverner. La façon dont ils gèrent non seulement les morts aux mains de la police et le racisme du gouvernement, mais aussi la pandémie de la COVID-19, en est une preuve flagrante. Par leur résistance organisée, les forces du peuple s'investissent du pouvoir, comme le montre le Mur des mamans. Elles refusent les efforts faits pour les rallier à une faction ou une autre des représentants des riches. Elles s'obstinent à atteindre leurs objectifs de justice, d'égalité, de sécurité et de paix.

(Photos : M.L. Rolland, Oregonian, J. Roberts)



Ce que Trump essaie d'accomplir en envoyant les forces de police fédérales à Chicago déjà armées jusqu'aux dents

- *Voice of Revolution* -



Chicago, 28 juin 2020

Le 22 juillet, le président Donald Trump a annoncé qu'il enverra des centaines de membres des forces fédérales du FBI et du département de la Sécurité intérieure (DHS) et du département de la Justice à Chicago. Ils sont déployés au nom de l'aide à la lutte contre le crime violent, en particulier les homicides et les fusillades. Cependant, si on se fie à ce qui se passe à Portland, ils seront vraisemblablement utilisés contre les manifestations qui se poursuivent pour exiger la fin de la brutalité policière raciste et l'inégalité raciale, et réclamer que les droits de tous soient garantis. La communauté afro-américaine de Chicago est grande et active politiquement, comme le sont les communautés mexicaines, portoricaines et immigrantes qui participent activement aux manifestations actuelles de Black Lives Matter.

Il n'est pas surprenant que les organisateurs de Black Lives Matter et d'autres soient diffamés et étiquetés comme des trafiquants de drogues et ciblés par les forces fédérales de Trump au nom de la lutte contre la drogue. Dans ce sens, le prétexte diffère de celui utilisé à Portland en Oregon, mais l'objectif du pouvoir exécutif présidentiel de contrôler les pouvoirs de police à tous les niveaux (fédéral, État, municipal) et de supprimer la résistance au nom de la loi et de l'ordre demeure le même.

Les forces fédérales comprennent le FBI, la Drug Enforcement Administration (DEA) et le Bureau américain des alcools, du tabac, des armes à feu et des explosifs (ATF), toutes notoires pour leurs

coups montés et leurs pièges pour incriminer des gens à tort, notamment les organisateurs du mouvement populaire pour l'affirmation des droits, par des accusations de trafic de drogues et de meurtre, alors qu'elles-mêmes fournissent des armes et de la drogue aux cartels.

La DEA et le FBI travaillent depuis longtemps avec le service de police de Chicago (CPD), notamment au centre de détention connu sous le nom d'Homan Square. À ce centre, des milliers de personnes, principalement des Afro-Américains ou Latino-Américains et des manifestants comme ceux qui manifestent contre l'OTAN, ont été illégalement interrogées et torturées, battues, privées de sommeil, privées de nourriture et d'eau pendant de longues périodes, menacées de fausses accusations et ainsi de suite, tout en se voyant refuser de communiquer avec des avocats. Homan Square a été la cible des manifestations et beaucoup prévoient que les forces fédérales seront utilisées pour la protéger.

Le Service de contrôle de l'immigration et des douanes (ICE) et une unité d'élite spéciale de l'Agence des douanes et de la protection des frontières (BORTAC) sont déjà présents à Chicago et leurs effectifs pourraient y être augmentés. La BORTAC a été déployée à Chicago en février dans le cadre de la campagne de représailles de Trump contre les villes sanctuaires qui ont donné l'ordre à la police locale de ne pas coopérer avec l'ICE pour détenir des immigrants.

La police de Chicago a un long passé de coups montés contre les organisateurs et d'assassinats purs et simples comme, par exemple, celui de Fred Hampton du parti Black Panthers. Le mouvement à Chicago s'attend maintenant à des interventions de ce genre de la part de la police fédérale et locale, ou à des accusations comme celle de participer à une émeute. On s'attend également à ce que le département de la sécurité intérieure déploie des forces additionnelles de même que de « unités de déploiement rapide de protection des communautés américaines » formées récemment et qui ont pour mandat de protéger les édifices et les propriétés fédéraux et de prévenir les « agitations sociales ».

En annonçant le déploiement, Trump a blâmé les manifestants, les accusant de violence criminelle : « Ces dernières semaines, il y a eu un mouvement radical pour démanteler et dissoudre nos services de police. Des politiciens extrémistes ont rejoint cette croisade antipolice et dénigrent sans relâche nos héros des forces de l'ordre. Les appels à mettre fin aux services de police dans leurs propres communautés ont conduit à une explosion choquante de fusillades, de meurtres et de crimes de violence odieux. »

Trump établit ainsi la justification pour criminaliser davantage les manifestants et les cibler comme responsables de la criminalité tout en essayant d'obtenir le soutien des forces de police locales.

Les représentants élus sont contournés

Un des objectifs que Trump cherche à accomplir à Chicago est le renforcement du contrôle fédéral sur le monopole du recours à la force sans heurter directement le puissant service de police de Chicago (CPD). C'est la raison pour laquelle des négociations ont lieu et que des promesses sont faites de s'attaquer au crime et non aux manifestants. Ces forces sont censées porter les uniformes réguliers du FBI, de l'ICE et de la DEA, mais elles agissent à couvert lorsqu'il s'agit de la lutte contre la drogue et elles pourraient déployer secrètement des agents dans les communautés. Cela fait longtemps que le FBI infiltre les organisations dans les mouvements et il intensifiera vraisemblablement ses efforts dans ce sens. De plus, une fois ces agents déployés, il n'est pas certain que la « coordination » promise se réalisera.

Il est possible aussi que si les politiciens locaux s'opposent aux actions des forces fédérales, les forces policières, elles, ne s'y opposent pas. Des relations directes sont en train d'être établies entre les agences de police fédérales et locales, contournant les représentants élus, comme à Homan Square. Cela renforce le contrôle fédéral sur le monopole du recours à la force qui est un objectif

principal du pouvoir exécutif présidentiel en ce moment.

« Si les agents fédéraux sont déployés, il est essentiel qu'ils coordonnent leur action avec le service de police de Chicago et travaillent avec nous pour combattre le crime violent à Chicago », a déclaré la porte-parole de la police de Chicago, Kellie Bartoli. Aucune mention n'a été faite d'une coordination avec les élus.

Le chef du syndicat de la police a écrit à Trump pour lui demander l'envoi des forces fédérales. Reprenant à son compte les attaques de Trump contre les maires des villes, il a dit : « Je suis certain que vous êtes au courant du chaos continu qui règne présentement dans notre ville. J'écris pour vous demander formellement de l'aide du gouvernement fédéral. La mairesse Lightfoot a lamentablement échoué dans ses fonctions et elle n'a ni la volonté ni la capacité de maintenir la loi et l'ordre ici. »

Les élus ont exprimé leurs doutes sur le rôle des forces fédérales. Si la mairesse Lori Lightfoot et le gouverneur J.B. Pritzker se sont dit d'accord avec le déploiement, ils l'ont d'abord rejeté et continuent d'exprimer des réservations.

« Notre démocratie est en jeu, et il n'est pas question que je laisse quiconque – même s'il porte le nom de président – amener ce type de troupes dans notre ville et essayer de s'en prendre à nos résidents », a dit la mairesse Lightfoot dans un premier temps. Cela n'arrivera pas à Chicago. Et je vais utiliser tout ce que j'ai à ma disposition pour les arrêter. »

Le 20 juillet, la mairesse Lightfoot a aussi signé une lettre des maires de plusieurs villes des États-Unis contre le déploiement de forces fédérales dans leur ville. Cependant, le même jour, dans une lettre à Trump, elle a accepté le déploiement sur la base de lutter contre le crime et la « drogue ». « Ce dont nous n'avons pas besoin et qui va certainement rendre notre ville moins sécuritaire, ce sont des agents fédéraux agissant en secret à Chicago. Toute autre forme d'aide militarisée sur notre territoire qui ne serait pas sous notre contrôle ou sous le commandement direct du service de police de Chicago serait désastreuse. »

L'expérience actuelle démontre que ce sont les forces fédérales et non le service de police de Chicago qui prendront le contrôle, dressant deux forces lourdement armées l'une contre l'autre et contre le peuple.

Le gouverneur Pritzker s'est lui opposé aux forces fédérales au début. Il a dit : « Nous allons faire tout ce que nous pouvons pour qu'elles ne soient pas déployées. Et si elles le sont, nous allons faire tout ce que nous pouvons d'un point de vue juridique pour qu'elles s'en aillent. » Puis, après avoir parlé avec le FBI, il a dit : « Je suis heureux de recevoir les ressources légitimes du gouvernement fédéral qui permettent de réduire la violence et aident nos résidents à demeurer en sécurité. » Parlant de la tactique d'enlèvement « snatch and grab » de la sécurité intérieure, il a ajouté : « Je parle de cette autre chose qui se produit lorsque des gens portent des vêtements de camouflage, sans identification, affirmant protéger les édifices fédéraux alors qu'ils sont à plusieurs rues des édifices et poussent des gens dans des camionnettes et les arrêtent sans leur dire pourquoi et les gardent pendant des heures avant de les relâcher. C'est quelque chose d'inacceptable dans l'État de l'Illinois. »

Selon des reportages, la mairesse et le gouverneur auraient accepté le déploiement des forces fédérales parce que, entre autres choses, le procureur américain pour le District Nord de l'Illinois, John Lausch, est « dans le coup » en ce qui concerne le déploiement et « aide à gérer les forces additionnelles ». Lausch fait partie des forces fédérales et travaille à en assurer le contrôle et il s'est engagé à travailler dans un esprit de « collaboration ». Les communautés afro-américaines, portoricaines, mexicaines-américaines et asiatiques et les Autochtones savent très bien que cette « collaboration » signifie en fait le diktat brutal, les manœuvres illicites et l'utilisation de la force. Les

peuples d'Irak, d'Afghanistan et d'autres pays savent très bien ce que signifie cette « collaboration ».

Le déploiement des forces fédérales à Chicago, comme à Portland et dans les autres villes plus grandes que Trump a dans sa mire, est principalement un moyen d'exercer un contrôle fédéral sur les forces de police et de réprimer la résistance, ce qui est un test pour déterminer si le président est capable de préserver l'union qui est minée par la rivalité d'intérêts privés étroits et par des divisions de toutes sortes. Depuis les attentats du 11 septembre, toutes les nouvelles agences fédérales ont été créées avec l'objectif d'assurer la domination d'intérêts privés étroits aux États-Unis et dans le monde. L'affrontement entre différents niveaux d'autorité a provoqué une résistance et une opposition déterminées au niveau local et de l'État et au sein des agences de police et de la bureaucratie militaire. Plusieurs invoquent la Constitution et la division des pouvoirs bien que les développements démontrent que ces arrangements ne leur permettent plus de contenir ou de gérer les différends dans les rangs de ceux qui gouvernent et entre ces derniers et le peuple.



Chicago, 11 juillet 2020

Quelles forces seront loyales au bureau du président et lesquelles ne le seront pas ? Trump réussira-t-il à demeurer président en disant que la loi et l'ordre résoudront la crise au pays ou la classe dirigeante décidera-t-elle qu'elle peut mieux atteindre ses objectifs en trouvant un meilleur champion qui puisse unir les bureaucraties civiles, industrielles et militaires ? Les élections vont-elles se dérouler sans violence au pays et sans une guerre à l'étranger ? Telles sont les préoccupations que beaucoup partagent en ce moment et auxquelles seul le mouvement du peuple pour l'affirmation de ses droits peut répondre d'une façon qui le favorise et qui écarte les dangers de la situation actuelle.

Le mouvement ouvrier et populaire aux États-Unis a une riche expérience. Il sait que l'enjeu n'est pas de savoir si les forces fédérales peuvent agir en secret ou doivent porter l'uniforme en ce qui concerne leur déploiement dans les villes et les communautés. Les travailleurs et le peuple savent que les forces policières des États sont militarisées et que ce n'est ni mieux ou préférable que ce soient elles qui soient déployées. La lutte au sein des cercles dirigeants pour le contrôle du monopole de l'usage de la force porte sur où réside le pouvoir décisionnel. Son enjeu est de déterminer si le bureau présidentiel peut contrôler les autorités locales et des États ou si les autorités locales et des États vont défier cette centralisation, tout cela en faveur d'intérêts privés étroits rivaux.

Au nom d'éviter la guerre civile et de préserver l'union, une guerre civile de facto se mène sur plusieurs fronts et de mille et une façons. Malgré leur rivalité, les autorités étatiques et fédérales sont d'un commun accord pour attaquer le mouvement de résistance du peuple et le faire disparaître. Loin de prendre parti pour l'un ou l'autre côté dans cette guerre civile, le peuple prend parti pour lui-même.

Les développements qui se produisent aux États-Unis nous enseignent avant toute autre chose que nous avons besoin d'une démocratie moderne centrée sur le peuple qui s'oppose au recours à la force pour résoudre les problèmes en activant le facteur humain/conscience sociale et en unissant le peuple sans relâche, courageusement et héroïquement, comme dans le mouvement actuel, comme le font les membres des communautés, en parlant en leur propre nom, en faveur de leurs intérêts et des droits de tous.

La résistance croissante a démontré clairement que le peuple américain n'accepte pas d'être réprimé par les forces de police, qu'elles soient locales ou fédérales, et qu'il n'accepte pas les attaques brutales qui sont perpétrées par les deux niveaux. La sécurité et la santé résident dans la défense des droits, dans la lutte pour le droit humain au logement, à la santé et à un emploi et dans une démocratie qui est bâtie par le peuple. C'est ce mouvement qui investit le peuple du pouvoir et déjoue la mainmise des oppresseurs, leur pouvoir et leur brutalité, leur violence meurtrière, leurs institutions et leur impunité.

Une organisation de Chicago a dit que Trump « devrait financer les services de santé et soutenir les programmes d'aide à la population. Il devrait financer l'éducation publique pour que les écoles puissent rouvrir en sécurité. Nous savons ce qui fonctionne et la dernière chose dont nous avons besoin, ce sont des agents fédéraux qui harcèlent les résidents et violent leurs droits. »



« L'intensification du niveau de surveillance et la militarisation de nos communautés n'augmentent pas notre sécurité, qu'elles soient le fait des agents fédéraux ou du service de police de Chicago, écrit une autre organisation. Le retrait du financement de la police, l'investissement dans l'éducation, les emplois et la santé mentale, voilà ce qui va augmenter notre sécurité. »

La sécurité est dans la lutte pour les droits de tous et toutes. Tel est le principe qui guide les actions du peuple dans tout le pays.

(Voice of Revolution est une publication de l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis. Photos: Solidarity Ervin, Stop Chicago. Traduction : LML)



À titre d'information

Des maires demandent le retrait des forces fédérales

La lettre suivante s'opposant à l'utilisation des forces fédérales dans leur ville a été écrite le 20 juillet par le maire Ted Wheeler de Portland, Oregon avec les maires de Seattle, Chicago, Atlanta, Washington et Kansas City, au Missouri, au chef du département de la Sécurité intérieure Chad Wolf et au procureur général américain William Barr. D'autres maires ont signé depuis, y compris

ceux de Los Angeles, San José, Oakland, Tucson, Denver et Philadelphie.

Cher procureur général Barr et secrétaire par intérim Wolf,

Nous écrivons pour exprimer notre profonde préoccupation et notre objection au déploiement de forces fédérales dans nos villes, car ces forces mènent des activités d'application de la loi sans coordination ni autorisation des responsables locaux de l'application des lois.

Le déploiement unilatéral de ces forces dans les villes américaines est sans précédent et viole les protections constitutionnelles fondamentales et les principes du fédéralisme. Comme vous le savez bien, le président Trump a menacé de déployer des forces fédérales à Seattle pour « nettoyer » une zone de manifestations et à Chicago pour « nettoyer » la ville. Les autorités de Seattle et de Chicago se sont opposées et ont menacé de poursuites judiciaires pour arrêter de telles actions. À Washington, près de Lafayette Park, des mesures extrêmes ont été prises par les forces de l'ordre fédérales contre les manifestants sans l'approbation de la mairesse. Le secrétaire adjoint par intérim de la Sécurité intérieure, Ken Cuccinelli, a déclaré ces derniers jours que l'administration avait l'intention « de continuer non seulement à Portland, mais dans toutes les installations dont nous sommes responsables partout au pays ». Cet abus de pouvoir ne peut pas continuer.

Le déploiement des forces fédérales dans les rues de nos communautés n'a pas été demandé et n'est pas acceptable. Alors que les marshal américains ont compétence à l'intérieur des palais de justice fédéraux depuis des décennies, il est inacceptable et effrayant que cette administration ait formé et mis en action l'unité de déploiement rapide du département américain de la Sécurité intérieure et envoie les autorités fédérales pour contrôler les foules dans les rues de la ville et détenir des individus. À Portland, leurs actions ont intensifié les événements et accru le risque de violence contre les civils et les agents des forces de l'ordre locaux.

À Portland, les forces fédérales ont utilisé tous les soirs une force importante contre les manifestants, notamment en tirant sur un individu à la tête avec une munition, lui fracturant le crâne, selon les rapports. D'autres ont « saisi » un individu dans la rue sans identification appropriée et l'ont placé dans un véhicule banalisé.

Ce sont des tactiques que nous attendons des régimes autoritaires – pas de notre démocratie.

Dans beaucoup de nos villes, nos communautés ont des attentes en matière d'application de la loi, y compris l'identification des agents, la formation et les images enregistrées par des caméras corporelles, parmi de nombreuses autres attentes et politiques.

Ces attentes sont ignorées de façon flagrante par les forces fédérales. Dans la plupart des villes, il existe également une surveillance indépendante des politiques de recours à la force et des agents qui agissent en dehors de la politique. Les agents fédéraux n'ont pas été formés à la police communautaire urbaine, y compris aux techniques critiques de gestion des foules et de désescalade des tensions. Il n'y a aucun contrôle sur les actions des forces fédérales. Surtout, à Portland, ils ne semblent même pas se conformer à une ordonnance du tribunal fédéral concernant l'utilisation de gaz lacrymogène et d'autres outils de contrôle des foules. Ces actions mettent également en péril les nombreuses façons importantes dont les forces de l'ordre fédérales et locales doivent travailler ensemble pour protéger nos villes et notre pays.

En outre, il est préoccupant que la police fédérale soit déployée à des fins politiques. Le président et son administration attaquent continuellement les dirigeants locaux et amplifient la rhétorique faussee et qui divise uniquement sous prétexte de la campagne [présidentielle]. Leurs paroles et leurs actions ont créé un environnement de peur et de méfiance.

Nous sommes une nation de lois et de garanties constitutionnelles fondamentales. Le meurtre de George Floyd à Minneapolis a déclenché un soulèvement national et une demande de reddition de

comptes. Des millions de personnes ont rejoint les manifestations et exercé leurs droits constitutionnels. La majorité des manifestations ont été pacifiques et visaient à améliorer nos communautés. Là où ce n'est pas le cas, cela ne justifie toujours pas le recours aux forces fédérales. Le déploiement unilatéral de ces forces de type paramilitaire dans nos villes est totalement incompatible avec notre système démocratique et nos valeurs les plus fondamentales.

Des villes à travers l'Amérique sont confrontées à des défis sans précédent : la menace continue de la COVID-19, la dévastation économique et un nouveau mouvement pour les droits civiques. Les maires sont en première ligne pour résoudre ces problèmes. Nous avons besoin de l'aide de notre gouvernement fédéral et nous avons exhorté une série d'actions pour lutter contre la COVID-19, apporter une aide à nos travailleurs, nos entreprises et nos villes, et instituer une police plus juste en Amérique. Mais les actions irresponsables de vos agences menacent la sécurité de la communauté et les progrès de la police dans nos communautés.

Nous vous demandons instamment de prendre des mesures immédiates pour retirer vos forces et d'accepter de ne plus les déployer unilatéralement dans nos villes.

Cordialement,

Jenny A. Durkan
Mairesse de Seattle, Washington

Keisha Lance Bottoms
Mairesse d'Atlanta, Géorgie

Lori Lightfoot
Mairesse de Chicago, Illinois

Muriel Bowser
Mairesse de Washington, district de Columbia

Quinton D. Lucas
Maire de Kansas City, Missouri

Ted Wheeler
Maire de Portland, Oregon



La procureure générale de l'Oregon intente un procès pour empêcher les attaques contre les manifestants par les forces fédérales

Le 18 juillet, la procureure générale de l'Oregon, Ellen Rosenblum, a intenté une poursuite contre les forces fédérales pour obtenir une injonction restrictive qui empêcherait les agents fédéraux de faire des arrestations. Dans sa démarche, elle accuse les agents fédéraux d'arrêter des manifestants sans raison valable, de les emmener de force dans des véhicules banalisés et d'utiliser une force excessive. La poursuite vise les agents de la Sécurité intérieure, y compris la Protection des douanes et des frontières des États-Unis, le Service fédéral de protection et le Service des *Marshals* des États-Unis.



Les manifestations à Portland continuent de prendre de l'ampleur malgré la répression par l'État, le 22 juillet 2020.

Selon le recours en justice, les agents fédéraux « se servent depuis au moins le mardi 14 juillet de véhicules banalisés pour circuler autour du centre-ville de Portland, détenir des manifestants et les jeter dans les voitures banalisées de ces agents, les retirant de la vue du public sans les arrêter ni expliquer pourquoi on les arrête. ».

« L'identité des agents est inconnue et il est impossible de savoir à quelle agence ils appartiennent, alors que des vidéos et des rapports montrent que les agents en question portent des uniformes militaires avec des insignes qui disent tout simplement 'POLICE', sans aucune autre information permettant de les identifier », peut-on lire dans le recours en justice. Selon ce dernier, de telles actions incitent les citoyens « qui craignent avec raison d'être enlevés et poussés dans des fourgonnettes banalisées – probablement par des agents fédéraux, probablement par des individus opposés aux manifestations » d'exercer leur droit de rassemblement tel que stipulé par le Deuxième amendement.



L'action en justice cible principalement le phénomène des arrestations donc il n'est pas clair si même avec l'obtention d'une injonction, la violence et les attaques contre les manifestants par les forces fédérales se poursuivront. Rosenblum n'a pas encore affirmé si son bureau irait jusqu'à arrêter les agents fédéraux impliqués dans ces arrestations illégales et ce recours à la force excessive. À ce jour, seul le procureur général de la Philadelphie a affirmé qu'il procéderait à de telles arrestations.

(Photos : Anonymous Operations)



Des organisateurs de Chicago intentent un procès

Plusieurs organisations de Chicago qui participent activement aux manifestations continues en ce moment ont intenté une poursuite en justice pour tenter d'empêcher les forces policières fédérales d'intervenir et de supprimer la résistance. Plusieurs anticipent avec raison qu'elles ciblent les manifestants ou les membres de la communauté sous le prétexte de combattre la drogue et le crime – en particulier les Afro-Américains et les Américains d'origine mexicaine ou portoricaine – et que

les forces fédérales auront recours à la violence contre les résidents de Chicago.



Une organisatrice affirme que la stratégie fédérale vis-à-vis Chicago est de se servir du crime comme prétexte pour « éteindre la juste rage et la colère face aux meurtres continus contre les personnes noires par la police ». Elle ajoute : « Nous ne nous laisserons pas intimider. Nous ne serons pas forcées à supprimer notre rage, nous allons continuer de riposter ».

L'avocat responsable de la poursuite a dit : « La poursuite judiciaire vise l'obtention d'une injonction restrictive pour empêcher les agents fédéraux de violer le premier et le quatrième amendement des manifestants, des observateurs juridiques et des journalistes », tous ceux qui ont subi la violence policière contre eux. Le premier

amendement défend la liberté de parole et d'assemblée tandis que le quatrième amendement les protège contre les fouilles et les saisies déraisonnables.

La poursuite vise l'obtention d'une injonction pour empêcher les agents à Chicago de faire des arrestations et de détenir les gens sans raison valable, ainsi que pour exiger que les agents s'identifient, eux et leur agence, et expliquent pourquoi ils arrêtent quelqu'un. Il affirme que le déploiement planifié d'agents fédéraux a déjà fait en sorte que les membres de certaines organisations n'osent pas se présenter aux manifestations cette fin de semaine « en raison de craintes fondées qu'ils seront brutalisés ou enlevés par des agents fédéraux ». En conclusion, elle dit : « Les plaignants ont droit à la protection par les tribunaux de leur droit constitutionnel de manifester pacifiquement. Cette cour doit empêcher les actions effrénées et illégales de la branche exécutive. »

L'action en justice nomme le procureur général William Barr, le dirigeant du département de la Sécurité intérieure (DHS) Chad Wolf et divers représentants du DHS, y compris l'Agence de l'Immigration et des Douanes (ICE), la Protection des douanes et des frontières (CBP), et le département de la Justice, y compris la Drug Enforcement Agency (DEA), ainsi que les marshals des États-Unis, le FBI et les « agents inconnus » du gouvernement fédéral qui doivent tous participer au déploiement.

Pour voir l'action en justice dans son intégrité, [cliquer ici](#).

(Photo : California Nurses Association)



Lisez Le Marxiste-Léniniste
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca